



Convention sur la
diversité biologique



ANNÉE INTERNATIONALE
DES FORÊTS • 2011



Réservé à l'usage des médias
Ceci n'est pas un document officiel

COMMUNIQUÉ¹

Une collaboration renforcée entre le FEM et la CDB en soutien aux résultats de Nagoya en Asie

Montréal, 12 avril 2011 – Les discussions sur les partenariats, le financement et les expériences nationales ont été au cœur de l'Atelier régional de l'Asie sur la biodiversité et les finances à l'appui des résultats de Nagoya, qui s'est tenue à Da Lat, au Viêt Nam, le 8 avril 2011. L'atelier a été organisé en collaboration avec le Programme d'appui aux pays du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Provenant de 12 pays différents, 30 participants, y compris les points focaux nationaux du FEM et de la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont pris part à l'atelier. Précédé par l'atelier du FEM pour la circonscription élargie de l'Asie, l'atelier a comporté une séance d'information avec les organisations de la société civile préparé par le réseau FEM-ONG de la région.

Les participants ont accueilli le projet de 1 million de dollars pour aider les pays éligibles au FEM afin d'accélérer le processus de ratification du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation et d'assurer son entrée en vigueur dans les plus brefs délais. Le projet avait été annoncé le 4 février 2011 par Mme Monique Barbut, directrice générale et présidente du FEM. Les participants ont également souligné la nécessité d'un soutien financier pour organiser des réunions de consultation nationale avec des intervenants clés, y compris les membres du parlement, afin d'accélérer la signature et la ratification du Protocole de Nagoya.

« Le succès même du Fonds pour l'environnement mondial en tant que mécanisme financier de la Convention sur la diversité biologique est mis en évidence dans tous les projets de biodiversité financés comme un résultat des efforts conjoints du FEM et des points focaux de la CDB en réponse à l'orientation mondiale et aux priorités nationales. Une collaboration étroite entre le Secrétariat de la Convention et le Programme d'appui aux pays du FEM, comme démontré à travers cet atelier, contribuera à traduire les objectifs mondiaux en réalité aux niveaux national et régional en allant de l'avant. », a déclaré Mme Barbut.

Les participants ont échangé leurs expériences nationales liées aux 20 objectifs d'Aichi, adoptés lors du Sommet biodiversité de Nagoya en octobre 2010, et sur les différentes étapes et processus d'élaboration de stratégies et plans d'action nationaux (SPANB). Les participants soulignent le caractère très ambitieux des objectifs d'Aichi, qui seront difficiles à mettre en œuvre si non

¹: Ceci n'est pas une traduction officielle. Il s'agit d'une courtoisie du Secrétariat.



Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique
Programme des Nations Unies pour l'Environnement
413 rue Saint-Jacques, Suite 800, Montréal, QC, H2Y 1N9, Canada
Tél : +1 514 288 2220, Fax : +1 514 288 6588
secretariat@cbd.int www.cbd.int



La vie en harmonie, vers le futur
いのちの共生を、未来へ
COP 10 / MOP 5

assortis de ressources financières appropriées. Ils ont suggéré au Secrétariat d'élaborer une liste des ressources disponibles pour appuyer le développement et la mise en œuvre de mesures de planification nationale. Ils ont également discuté de la possibilité d'un mécanisme de coordination pour ces objectifs au niveau mondial.

« Avec tous les instruments internationaux et les cadres de politiques adoptés à la suite des efforts mondiaux depuis les quatre dernières années, la mise en œuvre est devenue le mot capital pour la Décennie des Nations Unies sur la biodiversité, et le financement est l'une des clés de cette mise en œuvre. Afin d'atteindre des résultats rapidement, il est impératif de renforcer le leadership et les efforts visionnaires conjoints des points focaux nationaux de la Convention et du Fonds pour l'environnement mondial aux niveaux national et régional. Cette réunion régionale de l'Asie, ainsi que les ateliers régionaux tenus plus tôt à Kinshasa et à Kiev, ont démontré que la collaboration étroite entre la Convention et le Fonds pour l'environnement mondial est non seulement souhaitable, mais aussi faisable. », a déclaré M. Ahmed Djoghlaif, Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique.

Soulignant le rôle important que les partenariats et les partenaires jouent dans la réalisation des objectifs d'Aichi, les participants ont fait valoir que l'implication de tous les acteurs concernés dans le processus de révision des stratégies et plans d'action est nécessaire et doit être reflétée dans les budgets nationaux.

C'est dans cet ordre d'idées que se sont prononcés les intervenants de la société civile. Faizal Parish, point focal central pour le réseau FEM-ONG a déclaré : « Il est essentiel que les gouvernements, les secteurs privés et la société civile travaillent ensemble pour générer des ressources suffisantes pour relever les défis identifiés dans le Plan stratégique 2011-2020 pour la biodiversité. Les organisations de la société civile du réseau FEM-ONG ont annoncé leur engagement à travailler ensemble avec les organismes gouvernementaux afin de mettre à jour les stratégies et plans d'action et de stimuler l'allocation des ressources en soutien à leur mise en œuvre. »

Les participants ont demandé des fonds, spécifiques à chaque pays, pour élaborer des stratégies de mobilisation des ressources, à l'appui de la mise en œuvre nationale des objectifs d'Aichi, y compris l'évaluation des besoins de financement. Ils ont également souligné la nécessité d'échanger les expériences de financement entre les pays. En particulier, de nombreux gouvernements de la région sont désireux de réfléchir à la conception d'un Fonds de coopération Sud-Sud pour la biodiversité, incluant sa gouvernance, l'admissibilité au Fonds, les ressources des donateurs et les modalités opérationnelles. Les participants ont noté que l'Inde envisage de faire une contribution initiale de 1 million de dollars pour établir un tel Fonds avec le FEM.
